

L'aviation légère bientôt condamnée à Cointrin?

Genève Solutions recherchées pour 2020

La coexistence de l'aviation lourde et de l'aviation légère devient toujours plus problématique à Genève. Selon une étude portant sur la sécurité de l'aviation légère rendue publique mardi, la faisabilité des opérations mixtes est remise en question au-delà de 2020 si les perspectives de croissance du trafic se confirment.

Selon Robert Deillon, directeur général de l'Aéroport international de Genève (AIG), le principal problème réside dans la surcharge pour les contrôleurs aériens. Ce problème de la coexistence des deux trafics ne concerne de loin pas que Genève. Il faudra trouver des solutions avec l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC). Elles existent mais doivent encore être étudiées. Une solution possible pourrait être le déploiement de diverses activités de l'aérodrome hors canton.

Une vieille question

L'Aéroport de Genève fait un peu figure d'extraterrestre dans le paysage aérien européen. Il est en effet l'un des seuls aéroports à posséder une piste gazonnée, principalement utilisée par l'aviation légère. 250 mètres séparent leurs axes. Les opérations faites simultanément sur ces pistes doivent répondre à des exi-

gences strictes, notamment en matière de sécurité.

En 2004, l'AIG a demandé au cabinet d'études néerlandais NLR de répondre à une double question: la cohabitation de l'aviation légère et de l'aviation lourde à l'aéroport répond-elle à tous les critères de sécurité et qu'en sera-t-il à l'avenir? Une question qui ne date pas d'hier, puisqu'on se la posait déjà il y a une cinquantaine d'années.

Cette étude conclut que les opérations mixtes ne répondent pas complètement à tous les critères de sécurité. Les risques concernent aussi bien la turbulence de sillage que le danger de collision pendant les départs simultanés, l'obstacle de la forêt de Ferney-Voltaire et la présence de pilotes d'avions légers «peu familiers à un environnement mixte complexe et encombré». Aucun de ces risques n'imposait toutefois de prendre des mesures d'urgence et diverses corrections ont été déjà effectuées.

La direction de l'AIG connaissait les conclusions de l'étude depuis 2005 déjà mais n'avait pas voulu les publier. Ce n'est que grâce à une décision du Tribunal administratif, donnant raison à une demande de riverains, que ce rapport est rendu public.

Vincent Terrier